LA FRANCE RADICALE

présenté
par Jean-Thomas Nordmann

COLLECTION ARCHIVES

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Jean-Thomas Nordmann est né en 1946.
Ancien élève de l'École Normale Supérieure, Agrégé des Lettres,
il enseigne à l'Université de Paris III
et à l'Institut d'études politiques de Paris.
Auteur d'une *Histoire des radicaux* (Paris, 1974),
il poursuit des recherches sur le positivisme
et le mouvement des idées en France
dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.
© Éditions Gallimard/Julliard, 1977.

Extrait de la publication

La tradition radicale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les actes de décès du radicalisme se sont multipliés, tant la France radicale a semblé devoir disparaître avec l'effondrement de la troisième République. Dans Combat, *le 27 juin 1945, Albert Camus s'en prend violemment aux radicaux et à leur chef :* La France des boutiquiers, des bureaux de tabac et des banquets législatifs dont ils nous ont gratifiés a fait plus pour énerver les âmes et détendre les énergies que des perversions plus spectaculaires. *Le 24 août, il développe l'anathème :* Ces hommes, petits dans leurs vertus comme dans leurs vices, graves dans leurs propos mais légers dans leurs actions, satisfaits d'eux-mêmes mais mécontents des autres, non décidément nous ne voulons plus les revoir.

Actes de décès définitifs? en tout cas, c'est apparemment la fin d'une longue histoire qui commence au début du siècle précédent.

Les grandes étapes

Depuis le début du XIXe *siècle, et avant même de se constituer en parti organisé, les radicaux ont joué dans la vie politique française un rôle plus considérable que celui de toute autre formation. Longtemps identifié aux divers aspects d'une tradition républicaine, fondamentalement syncrétique, le radicalisme a animé les fondateurs puis les gestionnaires du seul régime doté de continuité et nanti de quelque légitimité que la France ait connu depuis la Révolution. Les radicaux n'ont pas seulement marqué les phases essentielles de la vie politique du pays; ils ont incarné une vision originale des rapports de l'individu et de la*

Extrait de la publication

société; ils ont en outre puissamment contribué à l'élaboration d'une culture politique dont l'influence est encore sensible sur les comportements collectifs et individuels.

Le terme radical apparaît dans le vocabulaire politique en Grande-Bretagne à la fin du XVIIIe *siècle et s'introduit en France à l'époque de la monarchie constitutionnelle avec sa signification d'extrémisme. Les radicaux se confondent alors avec les républicains et se réclament de l'héritage révolutionnaire en revendiquant l'exercice réel et effectif de la souveraineté populaire. Cette revendication les conduit à demander l'extension des droits électoraux. Réforme politique dont ils attendent une réforme sociale : s'ils partagent avec le reste de la génération romantique une enthousiaste vénération pour un « peuple » idéalisé, les premiers radicaux refusent de séparer la réforme sociale d'une action politique empruntant les voies de la légalité; dans cette perspective le suffrage universel leur paraît le meilleur moyen d'exprimer les besoins de chacun et les aspirations de tous. Les illusions fraternelles de 1848 ne confirment que pour peu de temps le bien-fondé d'un optimisme dont l'échec de la deuxième République vient sonner le glas.*

Après une éclipse due à la répression antirépublicaine, une nouvelle génération vient prendre la relève, plus attentive aux spéculations doctrinales et à la réflexion philosophique. L'influence du positivisme et de la science vient tempérer l'humanitarisme romantique. L'idée de laïcité s'impose : il semble désormais possible d'édifier une morale sans recourir à un fondement religieux. Par ailleurs le ralliement de l'Eglise aux forces conservatrices et son divorce croissant d'avec la société moderne encouragent et fortifient le développement d'un anticléricalisme républicain dont les radicaux vont se faire les interprètes véhéments. C'est à la même époque que le thème de l'éducation commence à occuper une place centrale dans l'idéologie du radicalisme français.

Après 1871, le régime républicain s'installe, lentement et difficilement. En modérant l'expression de leurs revendications, les radicaux contribuent à cette installation : si la République est fille de la Révolution et doit en prolonger les principes dans tous les domaines, le recours à la vio-

Extrait de la publication

lence révolutionnaire ne s'impose plus dès lors que les formes institutionnelles permettent une libre et exacte expression de la volonté nationale. « Commis voyageur de la République », Gambetta s'emploie à convaincre des auditoires variés : le succès des thèses radicales n'implique aucun viol de l'histoire; il résulte seulement d'une évolution naturelle. La République sera le triomphe de la justice, elle est déjà la reconnaissance d'un ordre. Jointes à une véritable pédagogie du suffrage universel, ces inflexions rassurantes accélèrent le ralliement des populations rurales et paysannes à l'idée républicaine et favorisent l'implantation des radicaux sur des aires géographiques plus étendues et plus diversifiées.

Cette période d'installation est donc marquée par la recherche d'une adhésion aux réalités nationales et d'une union avec les fractions moins avancées du parti républicain. Mais quand le régime nouveau ne paraît plus remis en cause, cette unité s'effrite et le parti républicain se désagrège. Aux opportunistes conduits par Gambetta et Ferry, et attentifs à « sérier » les questions, s'opposent les radicaux, dirigés par Clemenceau, qui demandent la mise en application aussi rapide que possible de l'intégralité du programme républicain, mesures sociales comprises : révision constitutionnelle consacrant la primauté du suffrage universel direct, refus du laisser-faire et prise en considération d'un domaine social irréductible aux seuls affrontements politiques, nécessaire intervention régulatrice de la puissance publique dans la vie économique, hostilité à une politique coloniale considérée comme une coûteuse diversion masquant les exigences de la revanche : tels sont les points à partir desquels les radicaux s'opposent aux républicains gouvernementaux.

Mais les progrès du socialisme et les grandes crises de la fin du siècle modifient les équilibres et les rapports de force; à l'issue du boulangisme, République et parlementarisme tendent à s'identifier; le scandale de Panama accélère la relève du personnel politique et marque l'accession aux responsabilités d'une génération radicale peu soucieuse de s'enliser dans l'opposition. En même temps se confirment les déplacements du centre de gravité du radicalisme fran-

çais dont la province et les régions rurales vont désormais constituer les assises les plus solides. Le terroir remplace le boulevard et les chefs-lieux de canton se substituent aux faubourgs ouvriers.

De là des inflexions défensives que l'affaire Dreyfus va renforcer. En dépit de l'euphorie de la « Belle Epoque » et d'une prospérité économique venant opportunément émousser les risques de difficultés sociales, la République reste une conquête précaire constamment menacée par les assauts ouverts ou les menées insidieuses d'une « réaction » prompte à trouver dans l'Eglise et dans le clergé des supports et des moyens d'action. C'est pour défendre la République que les radicaux se regroupent en parti organisé. C'est pour faire pièce aux menaces que les nationalistes font peser sur la compétition électorale de 1902 que le premier congrès radical se réunit en juin 1901.

Le nouveau parti se propose de « rendre la République républicaine » sur la base de ces réflexes défensifs et en privilégiant les vertus de vigilance et de contrôle qu'Alain érigera en doctrine. Attitude défensive et d'autant plus rapidement conservatrice que le programme radical semble connaître une rapide application : la séparation des Eglises et de l'Etat ne va-t-elle pas rendre caducs des mots d'ordre anticléricaux propices à la cohésion des républicains? Les batailles pour l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu viennent sans doute prendre la relève tandis que des efforts pour dégager une doctrine sociale originale montrent une incontestable capacité de renouvellement jointe au désir des radicaux de ne point trop céder de terrain sur leur gauche. Mais la diligence à surveiller les administrations et à ne pas écorner une puissance parlementaire fortifiée par le système électoral n'est pas moins vive. Enfin ce n'est qu'à la veille de la Première Guerre mondiale que le parti semble se doter d'une organisation solide au cours d'une entreprise de rénovation que le conflit vient périmer.

Entre les deux guerres mondiales, sous la houlette de Herriot et de Daladier, les radicaux sont presque continuellement associés aux responsabilités gouvernementales; et c'est volontairement qu'ils choisissent d'entrer dans

l'opposition en 1923 et en 1928. Des thèmes renouvelés, promotion sociale par l' « école unique », organisation de la sécurité collective, prélèvements sur le capital et réflexions sur les nouveaux modes d'intervention de l'Etat dans la vie économique, illustrent un souci d'adaptation aux réalités nouvelles. Mais ils ne parviennent que difficilement à compenser le vieillissement progressif de l'électorat, le renforcement d'attitudes malthusiennes et, en tout cas, la prudence budgétaire et l'aspiration à un équilibre économique gagé par la stabilité monétaire; pour tout dire, un déplacement progressif sur l'échiquier des forces politiques rapproche les radicaux des modérés. En dépit de quelques efforts des militants pour revenir aux sources, en dépit d'ententes électorales renouvelées avec les socialistes et dont le Front populaire paraît l'aboutissement, les radicaux font de plus en plus figure d'éléments modérateurs, situés au centre et chargés de réconcilier les diverses tendances en faisant prévaloir l'exigence de la cohésion nationale. Malgré les vieillissements et les déchirements, la France radicale, qui s'engage dans la Seconde Guerre mondiale, aspire à l'unanimité dans une quête nostalgique de l'harmonie.

L'individualisme radical

L'évolution du radicalisme français passe par des étapes diverses et des phases contrastées. Il n'est pourtant pas difficile d'y lire la continuité d'une inspiration et d'en dégager des constantes doctrinales. A tout moment le radicalisme se ramène à une vision originle des rapports de l'individu et de la société.

Au commencement était la Révolution française dont les radicaux ne cessent de s'affirmer les « fils » : tout au long des XIXe *et* XXe *siècles, ils se proposent d'approfondir, de développer et de mettre en pratique jusque dans les détails de la vie quotidienne les données de base de l'héritage révolutionnaire. Cette mission rend inutile un nouveau recours aux violences de la révolte, car le bulletin*

de vote peut et doit se substituer aux barricades. La Révolution est une référence, c'est une norme, mais ce n'est aussi qu'un point de départ. La République n'a pas remplacé l'Ancien Régime dans tous les domaines. Si la liberté a été proclamée, il reste à organiser les libertés. Pour les radicaux, la République n'est pas seulement un système institutionnel, elle est aussi un nouvel ordre social : si le suffrage universel doit permettre l'expression de la libre volonté de chacun, il faut encore garantir à tous un égal exercice de cette liberté. L'égalité des chances seule peut assurer le bon usage de la liberté.

Aux yeux des radicaux, le passage de l'égalité civile et juridique à l'égalité matérielle se ramène à un idéal d'émancipation et d'ascension individuelles. La notion moderne de mobilité sociale forme la substance d'une égalité distinguée du nivellement. La marque d'un régime démocratique est de n'opposer à la promotion des individus aucune autre barrière que celles que pourraient constituer les limites de leurs talents personnels. La véritable égalité, c'est la possibilité égale pour chaque individu de s'élever dans l'échelle sociale et dans les hiérarchies nécessaires. D'où le rôle capital de l'éducation, dont le développement doit assurer cette égalité des chances. La laïcité, que les radicaux défendent avec constance et qui leur permet d'assurer la cohésion de tendances diverses, n'est que l'aspect polémique d'un idéal positif d'éducation démocratique venant effacer les barrières qui risqueraient d'enfermer les individus dans des groupes donnés. La doctrine sociale du radicalisme, c'est le libre essor des individualités.

Les seules limites à cet individualisme viennent de libres décisions des individus. La vie sociale exige des regroupements et des solidarités. Les radicaux reconnaissent et célèbrent les vertus de l'association. Répudiant le laisser-faire et les risques d'asservissement qu'entraîne la « loi de la jungle », ils encouragent le développement des associations professionnelles et des syndicats, attendant même l' « abolition du salariat » d'équitables négociations entre le Capital et le Travail regroupé de manière à pouvoir se faire entendre. Mais ces diverses associations doivent résul-

ter d'un choix libre et non pas d'une contrainte. Les thèmes de la solidarité et de la coopération qui fondent la doctrine sociale des radicaux donnent le moyen de conci lier les exigences de la vie collective avec l'affirmation d'une valeur intangible de la liberté individuelle.

Cette primauté de droit de l'individu sur la société oppose le radicalisme à toutes les doctrines qui, à des degrés divers, enferment les individus dans des groupes, et notamment au traditionalisme et au marxisme réprouvés dans une même condamnation. Prenant le contre-pied des philosophies de l'héritage, les radicaux n'admettent pas l'étape que Paul Bourget impose à toute ascension dans l'échelle sociale et qui retient en fait l'individu à ses origines. Ils n'admettent pas davantage l'appartenance nécessaire, obligée, fatale d'un individu à une classe donnée; à leurs yeux, la société est sans doute conflictuelle mais les groupes qu'elle oppose ne sont définis que par des limites fluides, non par des barrières infranchissables; il n'y a pas de classes déterminées, il existe seulement des couches sociales aux contours évolutifs et mouvants. Seuls comptent en réalité les individus dont la personnalité et l'indépendance sont assurées par l'acquis culturel et par la propriété privée que la collectivité doit garantir. L'appartenance à un groupe déterminé n'est jamais qu'une donnée de fait dont l'individu doit pouvoir s'affranchir librement.

Le seul groupe qui soit véritablement révéré, c'est la nation, la nation française qu'un patriotisme ardent vient constamment glorifier. Mais la nation elle-même apparaît moins comme le résultat de données naturelles que comme l'aspiration de libres volontés et la reconnaissance d'une diversité harmonieuse. L'individualisme radical, fondé sur l'égalité de droit de chacun, se trouve équilibré par une reconnaissance, au sein du cadre national, des différences concrètes. La France est riche de ces variétés et vaut par des vertus d'équilibre. Le radicalisme se présente volontiers comme la synthèse d'une exigence jacobine d'unité et d'une reconnaissance girondine de la diversité. Les vertus de tolérance que les radicaux se plaisent à revendiquer se prolongent dans cet assentiment à la diversité d'un patriotisme célébrant une France aux richesses variées mais uni-

Extrait de la publication

fiées par l'harmonie et l'équilibre. Equilibre qu'une structure sociale elle-même diversifiée vient illustrer tout particulièrement; la France n'est pas le pays des affrontements et le radicalisme se présentera volontiers comme une politique de la réconciliation assurant le maintien de cet équilibre. Rien d'étonnant dès lors au rôle privilégié des élites intellectuelles, des « couches nouvelles » de Gambetta à la République des professeurs du « cartel des gauches »; rien d'étonnant non plus au souci, de plus en plus affirmé, d'une nécessaire défense des classes moyennes. Tout le paradoxe radical tient dans cette rencontre de l'adhésion à des principes universels et de l'enracinement dans une situation historique et sociale bien déterminée mais peut-être précaire.

Une culture politique

La défense de ces valeurs vient s'incarner dans des comportements dont elles sont difficilement dissociables. Le radicalisme, c'est aussi une certaine culture politique et un modèle original de participation du citoyen aux affaires publiques. Au sein de comités électoraux peuvent se développer ces vertus de vigilance et de contrôle critique qui, pour les radicaux, fondent le civisme. La libre discussion des questions générales et la surveillance des administrations trouvent un terrain d'élection dans ces cellules de base qui préexistent d'ailleurs à la création du parti dont le rôle sera surtout fédérateur.

On a souvent souri des discussions de « café du Commerce » qui constituent la vie interne de ces comités et qui rassemblent les nouveaux notables, ou même simplement les candidats à la notabilité. Certes, le caractère oligarchique de leur recrutement ne peut être contesté. La prétention à jouer un rôle actif dans la politique locale, et même nationale, n'est pourtant pas méprisable : indépendamment même de leurs fonctions pédagogiques, les comités témoignent d'une exigence de participation et d'indépendance de citoyen qui contraste avec le nivelle-

ment et l'atomisation entraînés par les tentatives d'établissement d'une « démocratie de masse ». Les comités ont été un rouage indispensable pour équilibrer les délégations de souveraineté par un contrôle constant et continu de l'opinion militante sur la conduite des affaires. La France radicale n'est pas seulement la nation de l'équilibre des groupes sociaux, elle est aussi le pays qui doit faire prévaloir des relations équilibrées entre gouvernants et gouvernés. D'où le caractère singulièrement décentralisé de l'organisation d'un parti qui laisse à ses fédérations départementales et à ses comités de base une très large autonomie. Cette autonomie n'est pas seulement liée à la recherche d'un morcellement du pouvoir; elle répond également à la préoccupation d'assurer une meilleure circulation de l'information et de parfaire les communications entre détenteurs de l'autorité et représentants des réalités profondes du pays dans les intervalles qui séparent les consultations électorales. Les comités, et surtout les congrès radicaux, contribuent à cette tâche dans des proportions considérables en fournissant, bien avant l'existence d'instituts de sondage, et dans le prolongement des cahiers de doléances, voire des états généraux, une image finalement représentative des aspirations de l'opinion républicaine.

Là encore, le caractère artisanal de l'organisation partisane n'est que l'envers d'une prétention à dépasser les limites d'une formation pour s'identifier à un régime et constituer l'atmosphère même de la vie politique. Le parti radical n'épuise pas les réalités de la France radicale; au-delà du radicalisme organisé s'exprime un radicalisme diffus que des organisations annexes ou parallèles et une presse nationale et surtout locale confortent vigoureusement. Jointe à une position stratégique déterminante sur l'échiquier des forces politiques, cette représentativité donne aux radicaux un rôle de premier plan dans le fonctionnement de la démocratie parlementaire. Une influence prolongée dans le gouvernement de la nation, le contrôle presque constant des départements ministériels où peut s'exercer une influence politique, notamment l'Intérieur, l'Agriculture et l'Instruction publique, des effectifs parlementaires aux origines géographiques de plus en plus cir-

Extrait de la publication

conscrites, mais souvent majoritaires et toujours numériquement importants et plus dépendants de leur électorat que des seuls militants radicaux, un personnel gouvernemental prompt à assumer des fonctions diverses et multiples, tout cela contribue à renforcer cette assimilation au régime. Organisation et moyens d'action du parti radical, si caractéristiques des partis de cadre par opposition aux partis de masse, donnent aux radicaux la fonction privilégiée de collecter et de diffuser l'information politique. Si bien que les radicaux ne tardent pas à se considérer comme des garants de l'orthodoxie républicaine et, quand sont débattus des projets de réforme de l'Etat, à tenir leurs congrès et leurs instances délibératives pour de véritables organes officieux de contrôle constitutionnel. Identification qui fait du radicalisme l'étalon et la norme d'une légitimité, mais d'une légitimité précaire, dépendant de l'évolution, des aléas, des soubresauts et de la décadence possible d'un régime.

Autant dire que, jusqu'en 1940, le radicalisme déborde le cadre d'une doctrine ou d'une idéologie pour constituer une véritable culture dont les expressions se situent à des niveaux d'élaboration variés. C'est de cette variété que les pages suivantes se proposent de rendre compte à partir d'une documentation empruntée non seulement aux systématisations doctrinales, aux archives du parti radical-socialiste et à ses publications officielles, mais aussi à la presse et aux diverses représentations, notamment littéraires, du phénomène radical.

Extrait de la publication

1

Références

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Le radicalisme, c'est d'abord le souvenir d'un long combat, de luttes diverses toujours invoquées et assumées. Une sorte d'album de famille illustré par le rappel des grandes crises du XIXe *siècle et orné des fleurs d'une rhétorique qui, en dépit de nombreuses exaltations de la raison, met au premier plan traditions, précédents, voire arguments d'autorité.*

I
Le souvenir d'un long combat

Le terme de radical *apparaît dans le vocabulaire de la vie politique française autour de 1820, d'abord sous la forme d'un euphémisme se substituant au mot* République *identifié aux souvenirs les plus sanglants de la Terreur. D'ailleurs les radicaux ne se distinguent pas encore du parti républicain dont ils constitueront jusqu'à la fin du siècle l'aile marchante. La doctrine républicaine se présente alors comme une philosophie de la liberté individuelle, comme un système d'émancipation des personnes plus que comme l'expression de préférences constitutionnelles. En 1829, un rédacteur de la* Jeune-France *peut ainsi opposer les réflexions des libéraux sur les institutions à la République entendue comme état social autant que comme régime politique, comme ensemble de valeurs, comme promesse de mouvement pacifique et légal d'affranchissement du plus grand nombre :*

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Un portrait psychopolitique : la fibre politique qui a fini par amalgamer les aspects les plus divers de la tradition républicaine et par assurer à la nation le régime le plus stable qu'elle a connu depuis la Révolution.
Une sensibilité, une culture, une société : des fondateurs aux gestionnaires, des tribuns aux petits, aux obscurs, aux sans grade, des grands moments qu'ont incarnés Gambetta, Clemenceau, Mendès France au folklore des comités, des salons, des banquets et des antichambres, voici le portrait de l'une des France qui a le plus fait pour faire la France.

ARCHIVES
GALLIMARD
JULLIARD

Collection d'inédits au format de poche.

Extrait de la publication